

# Conférence de presse de M. Valéry Giscard d'Estaing sur la situation en Afghanistan, l'énergie et les relations occidentales à l'issue du sommet des pays industrialisés, Venise, le lundi 23 juin 1980

En rendant \_compte des conclusions de ce sommet, je vous ai dit qu'à mon sentiment moi qui ai participé depuis l'origine à ces sommets, c'est maintenant le sixième après Rambouillet, Porto-Rico, Londres, Bonn, Tokyo - celui-ci marque un incontestable progrès de l'institution, à la fois dans son fonctionnement et dans ses conclusions. Nous avons pu concentrer la discussion sur les points qui, dans les circonstances actuelles, méritaient de retenir notre attention. Je vous rappelle également que c'est pour nous essentiellement un sommet de caractère économique. Lorsqu'à l'occasion d'un sommet, se posent des questions d'actualité importantes, il est normal de pouvoir faire des déclarations à leur sujet. Ces déclarations sont distinctes du communiqué car la -nature du sommet, ceci vaut pour les sommets à venir, reste économique puisqu'il s'agit de réunir les principaux pays industrialisés.

- Je suis à votre disposition pour répondre à telle ou telle question ou vous apporter telle ou telle précision.\

QUESTION.- Monsieur le Président, une grande partie des conversations politiques a été consacrée à l'Afghanistan. Est-ce que vous estimez que les nouvelles en provenance de Moscou marquent un changement important dans la situation ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons consacré l'après-midi d'hier aux problèmes politiques, notamment à l'examen de la situation en Afghanistan. Nous avons décidé à l'avance d'examiner ce problème. Nous avons préparé ensemble une déclaration exprimant notre point\_de\_vue.

- Vendredi soir, nous avons été informés de l'intention des autorités soviétiques de procéder au retrait de certaines de leurs forces stationnées en Afghanistan. Notre discussion d'hier a donc porté à la fois sur l'analyse de la situation que nous faisons antérieurement à cette nouvelle, et ensuite sur la signification de cette nouvelle. Vous trouverez les conclusions sur l'une et l'autre dans le texte du communiqué.

- Je vous rappelle quelle est notre attitude en ce qui concerne l'Afghanistan. Depuis l'entrée des forces soviétiques à la fin de 1979, nous avons déclaré que la situation ainsi créée était inacceptable et qu'elle ne pourrait prendre fin que par le départ des forces soviétiques d'Afghanistan.

- Au-cours des entretiens que j'ai eus avec M. Léonid BREJNEV à Varsovie, parmi les points que nous avons traités, a figuré celui de la proposition que je lui ai faite d'établir un calendrier du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan.

- En effet, lors des premières déclarations des autorités soviétiques, elles avaient indiqué que leur intention n'était pas que ces forces y séjournent de manière permanente. La manière d'en apporter la démonstration était d'établir un calendrier comportant les étapes du retrait de ces forces.

- Nous avons donc été prévenus vendredi soir qu'il y aurait un premier retrait. Ce retrait porte sur des effectifs qui ont une certaine importance. Le jugement qu'on peut porter, de la part de ceux qui, comme nous et comme d'ailleurs nos partenaires réunis à Venise, ont demandé depuis l'origine le départ des forces soviétiques d'Afghanistan, est qu'un geste de cette -nature va dans la bonne direction. Pour en apprécier la portée, il faut d'abord en connaître exactement la

la bonne direction, est en apprenant la portée, il faut ensuite en connaître exactement la dimension, il faut ensuite avoir l'assurance que c'est un départ permanent et il faut, enfin, que ce retrait se poursuive jusqu'au départ complet des forces soviétiques d'Afghanistan.)

QUESTION.- Vous considérez, monsieur le Président, que cela justifie votre déplacement de Varsovie.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai jamais cherché à justifier mon déplacement de Varsovie. J'ai considéré, je considère encore que lorsqu'il y a une situation de grave tension dans le monde, la première responsabilité des dirigeants est de connaître exactement leurs points\_de\_vue et leurs intentions réciproques. Ceci n'affaiblit en aucune manière ni leur détermination, ni la -nature des jugements qu'ils portent. J'observe que les entretiens que j'ai eus avec M. BREJNEV ont dans une certaine mesure ouvert la voie à une première décision de réduction des effectifs soviétiques en Afghanistan. Je vous indique que ce n'est pas le seul sujet que j'avais traité avec lui, nous nous sommes entretenus, en effet, de la nécessité d'une solution politique aux problèmes afghans et j'ai été amené, dans ce domaine, à présenter les lignes de ce que devrait être, selon moi une solution politique.

- QUESTION.- Monsieur le Président, d'après ce que vous savez est-ce que ce premier retrait se situe dans un calendrier plus précis ?

- LE PRESIDENT.- Contrairement à ce qui a été publié, ce retrait intervient à un moment où il n'y a pas eu dans la période précédente un renforcement des moyens soviétiques en Afghanistan. C'est donc bien un retrait par-rapport au-niveau qui était celui du niveau des forces soviétiques dans la période présente. D'autre part, les indications que nous avons montrent que ce retrait porte sur un chiffre, par-rapport aux effectifs soviétiques dans le pays, significatif. Je ne peux pas aller plus loin. Il faut avoir confirmation de la dimension exacte de ce retrait, de son caractère permanent et de la suite qui lui sera donné.)

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que les soviétiques vous ont informé du niveau des troupes en Afghanistan actuellement ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas vous répondre, mais nous avons des informations précises sur ce sujet.

- QUESTION.- A-partir de cette déclaration sur l'Afghanistan, la cohésion occidentale est-elle vraiment renforcée ?

- LE PRESIDENT.- Sur la -nature de la situation en Afghanistan, il n'y a jamais eu de différence d'appréciation. Il y a eu des différences d'appréciation sur l'attitude à adopter face-à telle situation.

- J'ai pensé que l'attitude à adopter devrait être déterminée en-fonction de l'objectif recherché. Cet objectif était de créer les conditions et les circonstances du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan. J'ai pensé que le fait de maintenir un système de communication avec l'Union Soviétique `URSS` permettant d'apprécier la portée des conséquences politiques d'une telle situation était un élément contribuant à la prise de décision aboutissant à ce retrait. Donc sur l'analyse, il n'y avait pas de différence, il n'y en a pas à l'heure actuelle. Sur l'attitude à adopter, les entretiens de Venise ont permis de rapprocher les points\_de\_vue. Ce rapprochement se fait, me semble-t-il, en\_direction de certains des éléments de notre analyse.)

QUESTION.- Une question sur l'énergie. Les occidentaux ont montré davantage de cohésion et de cohérence en-matière d'économies d'énergie ?

- LE PRESIDENT.- Oui, sans doute. J'affaiblirais presque ma réponse en allant plus loin.

- Les grands consommateurs d'énergie, non producteurs ou peu producteurs, tels que l'Allemagne Fédérale `RFA`, le Japon, la France, et sur\_ce\_point les Etats-Unis d'Amérique, ont témoigné d'une volonté convergente d'effectuer des efforts importants, d'une part, pour la réduction de consommation de pétrole, d'autre part, pour le développement des sources alternatives d'énergie. A Tokyo, on avait fixé les plafonds d'importation de pétrole. Les chiffres les plus récents dont nous disposons montrent que tous les participants sans exception sont au-dessous de leur plafond d'importation.

- Nous avons indiqué de nouveaux objectifs de réduction. Nous avons fixé un objectif de développement des sources alternatives d'énergie. Je suis convaincu qu'il y a maintenant un

mouvement en profondeur dans nos pays pour développer massivement ces sources alternatives. La France en ce qui la concerne ira plus loin que les autres, qu'il s'agisse de notre programme d'électricité nucléaire, des énergies nouvelles ou de la réduction de la part du pétrole dans notre consommation totale d'énergie.\

QUESTION.- Monsieur le Président, compte\_tenu de ces convergences entre les occidentaux, existe-t-il désormais un obstacle à ce que la France rejoigne l'Agence internationale de l'énergie `AIE` ?

- LE PRESIDENT.- Ce problème n'est pas d'actualité. Il faut éviter de faire des gestes qui donnent \_lieu à des interprétations. L'Agence internationale de l'énergie est née dans une circonstance placée sous le signe de la confrontation, à un moment où l'analyse par la France de la situation internationale était différente : nous étions en\_faveur d'un dialogue, dialogue que j'ai proposé, qui est devenu le dialogue\_Nord-Sud et auquel maintenant la quasi totalité des nations du monde sont attachées. L'Agence internationale de l'énergie continue son travail, elle est proche de l'OCDE, nous-mêmes nous participons à certains des travaux de l'OCDE mais nous n'avons pas l'intention de modifier la -nature de nos rapports avec cette agence.

- J'ai parlé tout à l'heure de quotient, de ratio entre la croissance et la consommation d'énergie. En France, c'est le même entre la croissance d'une part, les importations ou la consommation, d'autre part. Pour d'autres pays qui sont producteurs comme les Etats-Unis, il est évident que ce sont des ratios entre la croissance et la consommation de pétrole. Pour nous, les deux chiffres coïncident. Il faut savoir qu'avant la crise nous étions à 1. La communauté occidentale est actuellement aux alentours de 0,8 - 0,9. Mais la France, pour toute la période 1980 - 1990, sera à 0,6. C'est-à-dire que l'accroissement de nos moyens de production nationaux, à-partir de l'année prochaine, va nous permettre de rester à 0,6 pendant toute la période de dix ans.

- Dans cette instance, je ne sais si M. FRANCOIS-PONCET a eu le même sentiment et vous l'avez peut-être recueilli dans vos conversations, la politique française de l'énergie est constamment citée en exemple. La France est le pays qui s'est doté le plus tôt de la politique la plus complète de l'énergie. Je suis convaincu qu'à-partir des années prochaines, nous allons en ressentir les réltats et les bénéfices dans notre situation économique comparée à celle des autres.\

QUESTION.- Dans vos conversations avec le Président CARTER, il semble que vous ayez abordé le problème de l'amélioration des consultations entre la France et les Etat-Unis ?

- LE PRESIDENT.- Oui, nous avons abordé ce problème. Il suppose, lui ai-je dit, une réflexion approfondie. Nous avons constaté, en effet, dans la période récente, qu'apparaissaient entre les différents pays occidentaux des différences de point\_de\_vue parfaitement légitimes mais qui étaient présentées comme un échec à leur procédure normale de consultations. Il faut donc distinguer, lui ai-je dit, la prise de position - les pays définissant leur position en toute indépendance, c'est le cas de la France -, et le fait que ces prises de positions soient précédées de consultations permettant de mieux apprécier les positions respectives. J'ai indiqué qu'à ce propos, il existe des confusions - même de vocabulaire -, entre les problèmes du domaine de l'alliance, c'est-à-dire de l'Alliance\_atlantique définie dans son objet et sa zone géographique, et des domaines concernant les pays industrialisés occidentaux ou les solidarités pouvant se manifester sur tel ou tel sujet. Les procédures de consultation devaient donc être adaptées à la variété de ces situations.

- Une des erreurs des conceptions politiques de la période récente a été de croire qu'il existait un système unique et contraignant de prise de décision des pays européens et occidentaux £ ceci n'est pas le cas : il y a des instances et des situations qui requièrent des consultations de type différent. Je tiendrai une conférence\_de\_presse jeudi prochain. Je répondrai alors sur les questions de politique étrangère et sur celle-là.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce qu'il a été question de faire renaître la consultation à Quatre ` Etats-Unis ` RFA ` Grande-Bretagne ` France ` ?

- LE PRESIDENT.- Non. Il n'y a d'ailleurs pas eu de réunion à Quatre. Il n'y a pas eu d'autres réunions que celles dont vous avez été informés.\

QUESTION.- A-t-on parlé du Moyen-Orient ?

LE PRESIDENT. - Monsieur le Président, il n'y a pas eu de réunion à Quatre.

- LE PRESIDENTI.- Les questions du Moyen-orient n'ont pas été évoquées au-cours de cette conférence. J'ai traité de ces problèmes dans l'entretien que j'ai eu avec le Président CARTER. Elles n'ont pas été traitées au-cours du sommet.

- Je vous remercie.\